

**La politique du commerce international de l'union européenne
et la libéralisation du marché intérieur :
deux raisons supplémentaires de voter NON**
Frédéric Viale

Le traité portant une Constitution pour l'Europe entre en résonance avec un autre traité international qui prévoit une libéralisation des activités dans l'Union et dans le monde, l'Accord Général du Commerce des Services.

Le projet de traité constitutionnel de l'Union européenne tente de dépasser d'ores et déjà cet accord de libéralisation actuellement en cours de discussion dans le cadre de difficiles négociations du Round de Doha pour en devenir le fer de lance et le modèle.

Cet accord-cadre a été mis en place en 1994 dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Il prévoit l'établissement progressif du "plus haut niveau de libéralisation possible" (Préambule de l'Accord). La libéralisation progressive des services a pour conséquence recherchée de mettre en concurrence l'ensemble des services, définis par 12 secteurs et 161 sous-secteurs, dont seuls échappent les services régaliens de l'Etat, armée, police, justice, émission de monnaie. La libéralisation concerne la prestation de service, et prévoit explicitement la libéralisation de l'investissement (défini par le "mode 3" dans l'Accord), libéralisation qui permettrait aux capitaux d'aller et venir à leur guise sans contrôle; et par le "mode 4", autorisant les entreprises à établir des contrats de travail à durée déterminée avec des travailleurs extra-européens qui viendraient exécuter une mission courte au sein des pays de l'Union européenne, à des conditions non précisées par l'Accord.

L'AGCS a comme caractéristique essentielle de s'attaquer aux réglementations intérieures des Etats, c'est-à-dire toutes "mesures" prises à quelque niveau que ce soit, national ou local, par le pouvoir politique ou par l'administration (Article 1). Ces réglementations ne doivent pas constituer des "obstacles non-nécessaires" au commerce (art. VI-4), sous peine de devoir être supprimées, y compris par le juge national (art. VI-2). La jurisprudence du GATT, qui a précédé l'OMC et auquel elle s'est substituée, définit clairement ce que sont des obstacles au commerce, obstacles qualitatifs ou quantitatifs, mais nul ne peut dire comment seront définis le caractère "non nécessaire" de ces obstacles. En réalité, ce sera la jurisprudence définie par l'Organe de Règlement des Différends (ORD), sorte de Tribunal interne de l'OMC, qui définira ce caractère non-nécessaire, et qui pourra dire que telle ou telle "mesure" nationale constitue un obstacle non-nécessaire au commerce. Il faut savoir à cet égard que l'ORD n'est soumis aux règles du droit du commerce international, à l'exclusion de toutes les autres. C'est dire que ni le droit international (Déclaration universelle des droits de l'Homme, Pactes civils et politiques de 1966 etc.), ni le droit interne (social, environnemental et autre), ne lui sont opposables. Les décisions de l'ORD aboutissent à des sanctions des Etats qui ne s'y plieraient pas, lui imposant des "représailles croisées". Elles sont donc très concrètes.

Par ailleurs, l'AGCS définit les subventions comme des "distorsions au commerce" (art. XV), ce qu'elles sont par définition, et qui doivent être supprimées en deux temps (l'AGCS est un accord progressif) : d'abord, au premier niveau d'engagement, toute subvention à un prestataire de service devra être accordée pareillement à tout prestataire qui en fera la demande, ce qui tue la subvention; dans un second temps, la subvention sera supprimée.

Le cadre des marchés publics devra être modifié dans un sens qui facilite les investissements (art. XIII).

Les services publics sont directement concernés, puisque les articles 1-3-b et 1-3-c disposent que seuls les services s'exerçant "dans le cadre du pouvoir gouvernemental" peuvent échapper à l'AGCS, c'est-à-dire les services qui ne s'exercent "ni sur une base commerciale, ni en concurrence avec un ou plusieurs fournisseurs de services", ce qui veut dire que seuls les services régaliens traditionnels échappent à l'AGCS.

Enfin, l'AGCS se veut irréversible : lorsqu'un secteur de service est ouvert à la concurrence internationale dans le cadre de l'AGCS, un Etat ne pourra plus décider de le refermer, à moins d'offrir en compensation un secteur de poids économique équivalent.

Certains disent que le projet de traité portant une Constitution pour l'Europe (PCE) pourrait empêcher de telles dérives, se référant notamment à l'article III-315, au motif que cet article (al 4) prévoit l'unanimité du Conseil de l'UE pour décider l'engagement de l'UE dans le domaine des services, de la propriété intellectuelle et de la culture. Or, cette situation ne change absolument pas par rapport à la situation actuelle, et n'apporte donc aucune garantie.

En revanche, pour ce qui concerne le "commerce des services sociaux, d'éducation et de santé", les Etats membres ne statueront à l'unanimité que "lorsque ces accords (internationaux) risquent de porter atteinte à la responsabilité des Etats membres pour la fourniture des services" (art III- 314-4-b). Ce sera donc aux Etats membres qui veulent que soit appliquée la règle de l'unanimité de devoir apporter la démonstration que si ces secteurs sont engagés par des Traités internationaux, ils ne pourraient plus assumer leur mission en ce domaine. La règle de l'unanimité, présente dans l'actuel Traité de Nice, et qui nous protège encore de certains engagements internationaux intempestifs, se trouve ainsi fragilisée, ce qui constitue, incontestablement, un recul.

Par ailleurs, le PCE ne donne aucune garantie supplémentaire dans le domaine des négociations internationales relatives au commerce, privilégiant le statu quo : l'article I-12-1, fait du commerce la compétence exclusive de l'UE, ce qui est déjà le cas. Il affirme par ailleurs l'impossibilité d'instaurer au niveau européen une taxe frappant la circulation des capitaux, de type "Taxe Tobin", car les restrictions à la circulation des capitaux sont interdites par l'article III-156.

Enfin, l'article III-314, exprimant la volonté de l'UE de contribuer "au développement harmonieux du commerce mondial" (sic - art III-214), ne peut concevoir ce but très général qu'en mettant en place des politiques de libre-échange commercial (suppression "des restrictions aux échanges internationaux") et suppression des restrictions aux "investissements étrangers directs". Ce dernier point n'est pas sans rappeler le mode 3 de l'AGCS, ainsi que l'Accord multilatéral sur l'Investissement (AMI) négocié dans le plus grand secret dans le cadre de l'OCDE, jusqu'à ce qu'il subisse "l'effet Dracula", c'est-à-dire que, exposé à la lumière du jour, il a été repoussé sous l'impulsion de la population, notamment française.

Ces différentes poussées de libéralisme, promues par des instruments juridiques de portée différente (un accord international pour l'AGCS, un traité à portée régionale pour le projet de Constitution Européenne) pourrait également se conjuguer fort bien avec un projet de directive d'harmonisation des services, dite "directive Bolkestein", du nom du Commissaire européen sortant, projet de directive qui instaure le principe "du pays d'origine". Ce principe veut qu'une entreprise prestataire de services ne sera soumise qu'aux réglementations de l'Etat membre de l'UE où son siège social est installé, y compris dans l'ensemble de ses filiales agissant sur tout le territoire de l'UE. Le droit social, par exemple, serait celui du pays d'origine. En l'absence de standards sociaux communs entre les pays de l'UE, cette situation aboutirait à un dumping social généralisé, avec de forts mouvements de délocalisation vers des pays qui, par ailleurs pratiquent le dumping fiscal pour attirer les entreprises. De surcroît, les contrôles sociaux sur les entreprises ne pourront être effectués que par les autorités où elles ont leur siège, y compris lorsqu'il s'agit de ses filiales.

Ce projet de directive a des conséquences sur les négociations qui se tiennent dans le cadre de l'OMC. A Dublin, le 25 mai 2004, lors d'une consultation européenne sur la Directive Bolkestein, la représentante de la Commission, Mme Margot Froehlinger, a déclaré que la DB aurait un impact important sur les négociations de l'AGCS :

--La compétence de faire des "offres" dans le processus des négociations serait entièrement transférée à la Commission qui n'aurait plus à consulter et à coordonner les actions et les desiderata des 25 Etats membres;

--La position de Commission serait renforcée dans les négociations parce qu'elle aurait énormément à "offrir", à savoir la totalité du marché européen.

Notons aussi que le texte de la DB ne mentionne nulle part les entreprises transnationales, mais uniquement les PME [qui seraient en fait désavantagées par la DB]. Ce sont toutefois évidemment les transnationales qui en profiteraient le plus. La DB réduit drastiquement la capacité des gouvernements a

fixer les conditions de l'accès à leur marché et à réguler dans l'intérêt public. La Directive couvre tout service rémunéré [cf. Article I,3,c de l'AGCS] y compris ceux fournis par le gouvernement ou par les autorités publiques [certaines dérogations sont toutefois possibles dans un premier temps mais comme les "exceptions" de l'AGCS, elles seraient destinées à disparaître].

De surcroît, le Conseil de l'UE aurait désormais la possibilité d'étendre l'application de la DB aux fournisseurs hors UE par un vote à la majorité qualifiée. C'est la porte ouverte aux transnationales américaines et la destruction des SME ["l'effet Wal-Mart"].

Il n'y aurait plus de restrictions environnementales, plus de restrictions sur la protection des paysages ou les biens culturels; il serait impossible de réguler la publicité ou de refuser l'accès aux fournisseurs de services qui ne respecteraient pas les salaires ou l'environnement.

Le nouveau Commissaire du marché interne, Charles McCreevey, a déclaré vouloir lui aussi promouvoir la DB. Et bien que la France ait récemment exprimé le souhait de voir retravailler la DB, la Commission n'a aucune intention de retirer la directive tout en se disant prête à travailler avec le Parlement européen et les Etats membres "pour trouver des solutions à des problèmes difficiles". (AFP 04-02-05, 13h20)

L'ensemble de ces textes ont ceci en commun d'écarter les peuples de choix fondamentaux, et de priver les élus des possibilités d'action. Ils induisent, tous ensemble ou séparément, un changement de société extrêmement important sans que nul ne soit informé ni associé, de près ni de loin. Le principal problème de ces textes est bien le non respect de la démocratie.

C'est la raison pour laquelle le vote NON au prochain référendum dépasse le jugement sur ce texte. Il va au-delà, et marquerait le début du reflux du libéralisme. De ce point de vue, le NON stopperait la dérive libérale de l'Union européenne, dérive marquée aussi bien dans les négociations commerciales internationales que par la libéralisation du marché intérieur de l'Union, et que la Constitution graverait dans le marbre, donnant une légitimité politique que les autorités européennes n'ont jusqu'ici, pratiquement pas obtenu.